Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 3/24 - IX – CIV

Audience publique du onze janvier deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2019-00831 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

1) **PERSONNE1.)**, demeurant à L-ADRESSE1.),

2) **PERSONNE2.)**, demeurant à L-ADRESSE1.),

sub 1) et 2) agissant en leur nom personnel et en leur qualité d'administrateurs légaux des biens et de la personne de leurs enfants mineurs PERSONNE3.) et PERSONNE4.),

3) **PERSONNE3.)**, demeurant à L-ADRESSE1.),

4) **PERSONNE4.)**, demeurant à L-ADRESSE1.),

appelants aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Laura GEIGER, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO de Luxembourg, du 8 juillet 2019,

comparant par la société à responsabilité limitée KRIEPS-PUCURICA AVOCAT, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Admir PUCURICA, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

- 1) la société anonyme **SOCIETE1.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux termes du prêt exploit GEIGER de Luxembourg du 8 juillet 2019, appelante par appel incident,

comparant par Maître Jean-Jacques LORANG, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 2) **PERSONNE5.)**, demeurant à D-ADRESSE3.),

- 3) la société anonyme de droit allemand **SOCIETE2.)** AG, établie et ayant son siège social à D-ADRESSE4.), pris en la personne de son conseil d'administration « Vorstand » en exercice, inscrite au « Handelsregister » de Cologne sous le numéro NUMERO2.), domicilié en cette qualité audit siège, représentée au Grand-Duché de Luxembourg par **SOCIETE3.)** SARL, anciennement **SOCIETE4.)** SARL, dans le cadre de la Quatrième Directive Européenne sur les accidents de circulation, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), représentée par ses cogérants actuellement en fonctions, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.),

intimés aux termes du prêt exploit GEIGER de Luxembourg du 8 juillet 2019, défendeurs sur appel incident,

comparant par la société en commandite simple KLEYR GRASSO, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Henry DE RON, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 4) la société anonyme **SOCIETE5.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE6.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- 5) **PERSONNE6.)**, demeurant à D-ADRESSE7.), élisant domicile pour la présente procédure en l'Etude de Maître Tom KRIEPS,

intimés aux termes du prêt exploit GEIGER de Luxembourg du 8 juillet 2019, défendeurs sur appel incident,

comparant par Maître Tom KRIEPS, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

6) la **CAISSE NATIONALE DE SANTE**, en abrégé CNS, établissement public, établie et ayant son siège social à L-2144 Luxembourg, 4, rue Mercier, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro J21, représentée par le président de son comité-directeur actuellement en fonctions,

intimée aux termes du prédit exploit GEIGER de Luxembourg du 8 juillet 2019, dûment assignée, ne comparant pas.

LA COUR D'APPEL :

Par exploit d'huissier de justice des 21 et 28 octobre 2014, la société anonyme SOCIETE1.) (ci-après SOCIETE1.) a donné assignation à 1) PERSONNE5.), 2) la société anonyme SOCIETE5.) SA (ci-après SOCIETE6.), 3) PERSONNE6.), 4) la société anonyme de droit allemand SOCIETE2.)-AG représentée au Grand-Duché de Luxembourg par la société à responsabilité limitée SOCIETE4.) SARL (ci-après SOCIETE2.) dans le cadre de la Quatrième Directive Européenne sur les accidents de la circulation et 5) l'établissement public CAISSE NATIONALE DE SANTE (ci-après CNS) à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, pour les voir condamner, à lui payer la somme de 14.010.- euros, avec les intérêts. Elle demande à voir déclarer commun le jugement à la CNS et elle requiert l'octroi d'une indemnité de procédure de 2.500.- euros.

Par requête en intervention volontaire du 26 janvier 2015, PERSONNE1.), PERSONNE2.), PERSONNE3.) et PERSONNE4.) (ci-après les consorts PERSONNE1.) ont demandé acte qu'ils interviennent volontairement dans l'instance pendante entre SOCIETE1.), PERSONNE5.), SOCIETE2.), SOCIETE6.), PERSONNE6.) et la CNS, à voir déclarer cette intervention recevable sur base des articles 483 et suivants du Nouveau Code de procédure civile et à voir condamner SOCIETE1.) au paiement de la somme de 79.000.- euros, augmentée des intérêts. Les consorts PERSONNE1.) requièrent en outre une indemnité de procédure de 2.000.- euros à l'encontre de SOCIETE1.).

Par exploit d'huissier de justice du 30 janvier 2015, les consorts PERSONNE1.) ont donné assignation à la CNS, lui portant signification de la requête en intervention du 26 janvier 2015, pour la faire intervenir dans la cause introduite aux fins de déclaration en jugement commun. Les consorts PERSONNE1.) ont requis l'exécution provisoire du jugement.

Par jugement du 24 février 2016, le tribunal a dit qu'il n'y avait pas lieu de soumettre des questions préjudicielles à la Cour de Justice de l'Union Européenne, et s'est déclaré territorialement compétent à connaître de la

demande de SOCIETE1.) en ce qu'elle était dirigée contre toutes les parties assignées par exploit d'huissier des 21 et 28 octobre 2014.

Puis par jugement du 24 mai 2017, statuant en continuation du précédent, le tribunal ordonna la jonction des rôles n° 166028 et 167473, rejeta le moyen tiré de son incompétence *ratione valoris*, celui tiré du libellé obscur de l'assignation, de l'absence de qualité à agir dans le chef de SOCIETE1.), reçut sa demande et invita les parties à conclure quant à l'application des dispositions des § 823 et 830 du Bürgerliches Gesetzbuch (ci-après BGB) ensemble les § 7 et suivants du Straßenverkehrsgesetz (ci-après StVG) et notamment le § 17 du StVG.

Finalement, par jugement du 6 mars 2019, le tribunal a dit les demandes de SOCIETE1.) et des consorts PERSONNE1.) non fondées.

Pour en arriver à ces conclusions, les juges retinrent en substance que, SOCIETE1.) n'avait établi ni faute, ni lien de causalité entre les actions des intervenants dans l'accident et le dommage de PERSONNE7.), les circonstances exactes de l'accident restant inconnues. Concernant les consorts PERSONNE1.), le tribunal releva que ces derniers n'avaient soulevé de moyens que relativement à la responsabilité prévue aux articles 823 et 830 du BGB instituant un régime de responsabilité pour faute ou négligence sans développer les articles 7 et 17 du StVG assurant une responsabilité sans faute. Or, en l'absence de démonstration de faute résultant des incertitudes quant au déroulement de l'accident, aucun fait causal ne put être retenu, ni individuellement, ni collectivement.

Par acte du 8 juillet 2019, les consorts PERSONNE1.) ont interjeté appel de ce jugement en sollicitant la réformation, principalement pour voir condamner SOCIETE1.) du chef des articles 823 et suivants du BGB, sinon pour voir condamner celle-ci, PERSONNE5.), SOCIETE2.), SOCIETE5.) et PERSONNE6.) sur base des articles 830 et suivants du même code. Plus subsidiairement, les mêmes seraient à condamner sur base des articles 7, sinon 17 du StVG à chaque fois aux montants de 6.351,78 euros, 7.682,02 euros et deux fois 4.010,54 euros. La somme de 3.500.- euros serait à leur allouer au titre de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Dans leur motivation ils évoquèrent en sus une annulation du jugement pour contrariété aux articles 54 et 61 du Nouveau Code de procédure civile, sans cependant en tirer une demande au dispositif.

Ils auraient droit à une indemnisation, soit du fait de l'entrée en collision du véhicule de PERSONNE7.) qui n'aurait pas réussi à freiner, soit par projection immédiate ou en cascade issue des collisions subséquentes des véhicules d'PERSONNE5.) et de PERSONNE6.) ayant commis la même faute. Les consorts PERSONNE1.) soutiennent que les conditions de l'article 7 du StVG seraient réunies en présence d'une garde de véhicule en mouvement et de causalité. La responsabilité de SOCIETE1.) découlerait encore de son indemnisation des préjudices matériels, et rien n'étayerait une force majeure. Le

défaut de prudence de PERSONNE7.) suffirait à engager sa responsabilité au titre des articles 7 et 17 StVG.

SOCIETE1.) a interjeté appel incident limité, concluant à la condamnation d'PERSONNE5.), SOCIETE2.), SOCIETE5.) et de PERSONNE6.) à lui payer 14.010.- euros, in solidum ou chacun pour sa part. Elle formule « *pour autant que de besoin* » une offre de preuve par témoin, conclut au rejet de l'appel principal et à une indemnité de procédure de 3.500.- euros. Elle fait exposer que PERSONNE7.) ne serait entrée en collision avec les consorts PERSONNE1.) que du fait des projections subies par PERSONNE5.) et PERSONNE6.) ayant ainsi commis chaque fois un fait, sinon une faute, ayant individuellement ou collectivement engendré le dommage subi par les consorts PERSONNE1.). Ils auraient d'ailleurs avoué les collisions, qui constitueraient encore des cas de force majeure pour PERSONNE7.), l'exonérant de toute responsabilité éventuelle, aucune collision directe de sa part n'étant établie.

SOCIETE2.) et PERSONNE5.) sollicitent la confirmation du jugement entrepris et le rejet de toute autre demande à l'exception de la leur en allocation de 5.000.- euros d'indemnité de procédure. Ni faute, ni fait causal ne pourraient leur être reproché, ou alors ils en seraient exonérés par la force majeure.

SOCIETE5.) et PERSONNE6.) concluent à la confirmation du jugement entrepris sans autres moyens.

La CNS ne constitua pas avocat.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 26 octobre 2023 et les mandataires des parties ont été informés que l'affaire serait plaidée à l'audience du 29 novembre 2023. L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Appréciation de la Cour

A titre liminaire, la Cour relève que la nullité pour défaut de réponse évoquée mais non demandée, outre de ne pas être fondée alors que le tribunal a spécifiquement écarté les moyens litigieux en retenant le défaut de motivation de la demande, n'a pas à être toisée pour la raison diamétralement inverse consistant en un défaut de demande subséquent à la motivation.

Le fond a trait à un accident de la circulation qui eut lieu en date du 29 septembre 2012 à ADRESSE8.), impliquant dans l'ordre les consorts PERSONNE1.), PERSONNE7.), PERSONNE5.), puis PERSONNE6.).

La lecture du dossier faite par le tribunal, à laquelle la Cour se rallie, a été résumée de la manière suivante :

« Le tribunal constate en premier lieu que le rapport de la police allemande précité se base principalement sur les déclarations des consorts PERSONNE1.), qui sont parties au présent litige de sorte qu'il ne peut être reconnu une force

probante à ce rapport en ce qui concerne le déroulement exact de la collision en chaîne.

Au vu des divergences entre les différentes versions présentées par les parties et en absence d'éléments de preuve figurant au dossier et pouvant éclairer le tribunal sur le déroulement exact de l'accident, les circonstances de cet accident restent indéterminées. »

S'il n'est pas contesté que l'ensemble des véhicules sont entrés en collision à un moment ou à un autre, et qu'il est encore allégué que les consorts PERSONNE1.) seraient entrés en collision avec un tiers, il n'est pas possible de déterminer si PERSONNE7.) est entrée en collision avec ceux-ci directement ou uniquement par projection, ni si PERSONNE5.) est entré en collision avec PERSONNE7.) directement ou seulement par projection, si du fait de ce choc son véhicule a été propulsé dans celui des consorts PERSONNE1.), ou si la collision de PERSONNE6.) avec PERSONNE5.) l'a catapulté lui ou encore PERSONNE7.).

L'application du droit allemand dont les dispositions pertinentes invoquées se lisant comme suit n'est plus contestée :

« Artikel 7 StVG

(1) Wird bei dem Betrieb eines Kraftfahrzeugs oder eines Anhängers, der dazu bestimmt ist, von einem Kraftfahrzeug mitgeführt zu werden, ein Mensch getötet, der Körper oder die Gesundheit eines Menschen verletzt oder eine Sache beschädigt, so ist der Halter verpflichtet, dem Verletzten den daraus entstehenden Schaden zu ersetzen.

(2) Die Ersatzpflicht ist ausgeschlossen, wenn der Unfall durch höhere Gewalt verursacht wird.

Artikel 17 StVG

(1) Wird ein Schaden durch mehrere Kraftfahrzeuge verursacht und sind die beteiligten Fahrzeughalter einem Dritten kraft Gesetzes zum Ersatz des Schadens verpflichtet, so hängt im Verhältnis der Fahrzeughalter zueinander die Verpflichtung zum Ersatz sowie der Umfang des zu leistenden Ersatzes von den Umständen, insbesondere davon ab, inwieweit der Schaden vorwiegend von dem einen oder dem anderen Teil verursacht worden ist.

(2) Wenn der Schaden einem der beteiligten Fahrzeughalter entstanden ist, gilt Absatz 1 auch für die Haftung der Fahrzeughalter untereinander.

(3) Die Verpflichtung zum Ersatz nach den Absätzen 1 und 2 ist ausgeschlossen, wenn der Unfall durch ein unabwendbares Ereignis verursacht wird, das weder auf einem Fehler in der Beschaffenheit des Fahrzeugs noch auf einem Versagen seiner Vorrichtungen beruht. Als unabwendbar gilt ein Ereignis nur dann, wenn sowohl der Halter als auch der Führer des Fahrzeugs jede nach den Umständen des Falles gebotene Sorgfalt beobachtet hat. Der Ausschluss gilt auch für die Ersatzpflicht gegenüber dem Eigentümer eines Kraftfahrzeugs, der nicht Halter ist.

Artikel 823 BGB

(1) Wer vorsätzlich oder fahrlässig das Leben, den Körper, die Gesundheit, die Freiheit, das Eigentum oder ein sonstiges Recht eines anderen widerrechtlich verletzt, ist dem anderen zum Ersatz des daraus entstehenden Schadens verpflichtet.

Artikel 830 BGB

Haben mehrere durch eine gemeinschaftlich begangene unerlaubte Handlung einen Schaden verursacht, so ist jeder für den Schaden verantwortlich. Das Gleiche gilt, wenn sich nicht ermitteln lässt, wer von mehreren Beteiligten den Schaden durch seine Handlung verursacht hat. »

La Cour relève que les articles 7 et 17 StVG prévoient une responsabilité sans faute tandis que les articles 823 et 830 BGB instituent un régime basé sur la faute et que tous exigent un lien de causalité, ainsi qu'il résulte des articles 7 et 823 précités : « **den daraus entstehenden Schaden(s)...** », et des articles 17 et 830 prévoyant que « **ein(en) Schaden... verursacht...** ».

Conformément aux principes probatoires résultant de l'article 58 du Nouveau Code de procédure civile, « *il incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention.* »

Dans le même sens, l'article 1315 du Code civil dispose que « *celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.* »

En effet, le demandeur doit démontrer l'existence du fait ou de l'acte juridique sur lequel il fonde sa prétention : *actori incumbit probatio*. Il appartient dès lors aux demandeurs, appelants en cette instance, les consorts PERSONNE1.) et SOCIETE1.), d'établir les conditions d'engagement de la responsabilité des personnes qu'elles actionnent.

Or, il résulte de la description des circonstances de l'accident qu'il n'a pas été possible de déterminer qui a causé quel dommage dans le cadre des actions objets du présent litige. Ainsi les consorts PERSONNE1.) n'établissent pas que PERSONNE7.) est entrée en collision avec leur véhicule de par son fait, ni d'ailleurs par le fait de qui, d'PERSONNE5.) ou de PERSONNE6.), la collision a eu lieu. Même en cas de double collision, les auteurs en restent indéterminables au-delà des allégations individuelles non corroborées par des éléments objectifs. La même chose vaut pour SOCIETE1.) qui n'établit pas si le véhicule de PERSONNE7.) a été projeté et encore moins par qui, directement ou indirectement.

Dans ces conditions toute responsabilité individuelle tel que visée par les articles 7 et 823 précitées est exclue, à défaut d'établissement d'un acte de la part de quiconque.

Pareillement, la responsabilité collective prévue à l'article 830 du BGB doit être écartée, vu que le nombre d'intervenants dépassant celui des collisions primaires avérées, une condamnation collective aboutirait à condamner pour le moins une

personne exonérée par absence d'action (« *Handlung* »). En ce qui concerne l'article 17 du StVB, les consorts PERSONNE1.) procèdent par assimilation au régime de responsabilité luxembourgeois arguant d'un contact de fait, suffisant aux termes de l'article 1384 du Code civil, sans se prononcer sur l'absence d'action causale (« *von dem einen oder dem anderen Teil verursacht worden ist* ») de certaines parties qui distinguent précisément ce régime du droit luxembourgeois. Les fautes de prudence avancées sont à cet égard totalement inopérantes comme non prévues par le texte examiné. Quant à SOCIETE1.), elle se contente d'exposer le régime légal et de reprendre à son compte les éléments factuels corroborant son application, sans s'expliquer sur leur caractère unilatéral et contradictoire avec ceux exposés par les consorts PERSONNE1.) tendant toutefois pour partie aux mêmes fins, ni surmonter l'absence de preuve d'une action causale individuelle pourtant requise.

Pour être complet, il peut être rajouté que la Cour ne perçoit pas en quoi une indemnisation d'un dommage matériel stipulée définitive et destinée à solder un sinistre serait de nature à engager une responsabilité supplémentaire.

Il s'ensuit que faute pour les appelants de démontrer les conditions d'engagement des responsabilités invoquées, ils ne sauraient obtenir la reformation du jugement entrepris.

La valeur probante de l'offre de preuve de l'appelant incident ne dépasse pas celle des déclarations des parties en cause pour ne pas être issue d'un tiers au complexe accidentel, le témoin étant le mari de PERSONNE7.). A cela s'ajoute qu'elle manque de la précision et de l'objectivité requise en mêlant description factuelle et appréciation individuelle.

Aucune des parties n'établissant l'iniquité requise par l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile, leurs demandes afférentes sont condamnées à l'échec.

Au regard de l'issue du litige il y a lieu de faire masse des frais et dépens encourus au cours de la procédure d'appel dont imposition pour moitié à chacun des appelants avec distraction au profit des postulants le requérant sur leur affirmation de droit.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

dit les appels recevables mais non fondés,

confirme le jugement entrepris ;

déboute toutes les parties de leurs prétentions au pied de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,

condamne PERSONNE1.), PERSONNE2.), PERSONNE3.) et PERSONNE4.) d'une part et la société anonyme SOCIETE1.) d'autre part chacun pour moitié à la masse des frais et dépens avec distractions au profit de Maîtres LORANG, PUCURICA et de la société KLEYR GRASSO, représentée aux fins des présentes par Maître DE RON.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.